Comptes économiques rapides

de la Polynésie française

1373

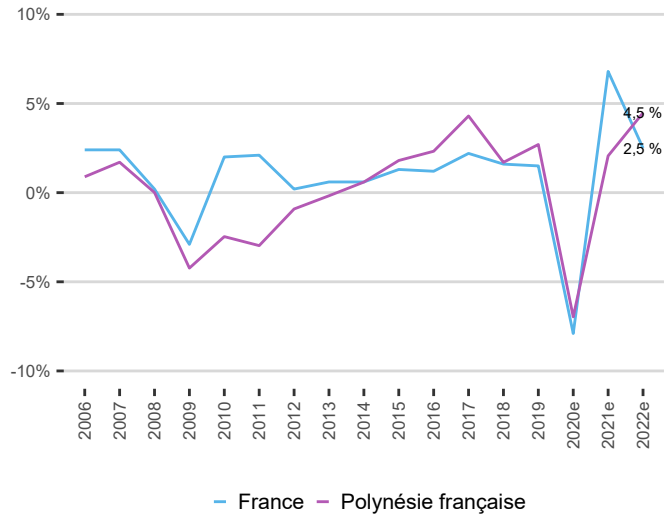
Le PIB retrouve son niveau de 2019, principalement soutenu par le rebond du tourisme

En 2022, la croissance se redresse vigoureusement en Polynésie française. La progression du produit intérieur brut (PIB) en volume est de 4,5 %, après un rebond réévalué à 2,1 % en 2021. La forte hausse des exportations de biens et de services constitue le principal moteur de cette croissance, après le fort ralentissement lié à la pandémie ces deux dernières années. La consommation des ménages résiste, en volume, malgré de fortes tensions inflationnistes jamais observées depuis plusieurs décennies. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail s'améliore significativement, atténuant la baisse de pouvoir d'achat globale des ménages confrontés à une hausse des prix de 6,3 % en moyenne annuelle en 2022.

La demande extérieure porte la croissance du PIB et la demande intérieure résiste à l'inflation

Le PIB progresse de 4,5 % en volume, permettant à l'économie polynésienne de retrouver son niveau de 2019. Cette croissance s'accompagne d'une forte inflation qui, d'une ampleur inégalée depuis les années 80, a accéléré tout au long de l'année, touchant la majorité des produits et des services. Le PIB par habitant progresse de 4,2 % en volume en 2022. Il s'établit ainsi à 2,05 millions de F CFP par habitant. Dans l'Hexagone, l'activité a progressé de 2,5 % en 2022 portant le PIB par habitant à 4,63 millions de F CFP.

Fig. 1. Comparaison des taux de croissance réels entre la France et la Polynésie française



Source : Comptes économiques rapides - ISPF, INSEE

Les éléments qui contribuent à la croissance économique sont presque entièrement liés à la demande extérieure nette (+ 4,2 points de contribution) avec des exportations en volume de services en forte hausse et des exportations de biens qui sont restées stables. Si la demande intérieure (y compris les stocks) contribue au total pour 0,3 point à la croissance, c'est la croissance de la consommation des ménages (+ 0,7 % en volume) et celle de l'investissement privé (+ 1,0 % en volume) qui expliquent ce résultat. Le secteur public continue de soutenir la demande par le biais des dépenses de fonctionnement et d'investissement qui, bien qu'en léger recul en volume, restent plus élevées qu'en 2019. Si les exportations de biens et de services contribuent pour 6,9 points à la hausse du PIB, l'augmentation des importations de biens (+ 4 % en volume) mais aussi de services (+ 20 % en volume), liée notamment à la reprise des déplacements vers l'extérieur de la Polynésie française des résidents, annule une partie de l'effet avec - 2,7 points de contribution.

Table 1. Les principaux agrégats et leur évolution

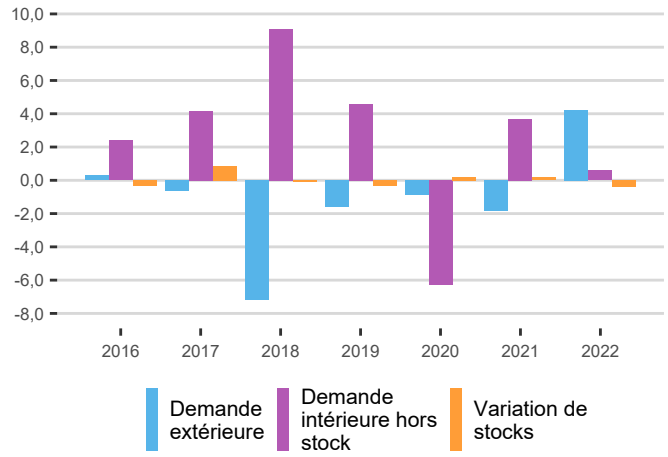
Unité : milliards de F.CFP	2021e	2022e au prix de 2021	Valeur	Prix	Volume
PIB	**620,5**	**648,2**	**6,3%**	**1,8%**	**4,5%**
Consommation des ménages	440,3	443,5	7,1%	6,3%	0,7%
Consommation publique	204,2	203,7	2,4%	2,6%	-0,3%
Investissement public	31,9	31,8	10,0%	10,4%	-0,4%
Investissement privé et variation des stocks	101,2	102,3	7,3%	6,3%	1,0%
Importation de biens et de services	239,1	255,4	27,3%	19,2%	6,8%
Exportation de biens et de services	81,3	122,9	71,2%	13,1%	51,3%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

La demande extérieure contribue positivement à la croissance pour la première fois depuis 2016

Si sur les cinq dernières années, la demande extérieure a pénalisé la croissance avec des importations qui progressaient plus fortement que les exportations, ce n'est pas le cas en 2022. Le rebond des exportations de biens et de services (+ 42 milliards de F CFP à prix constant) a été plus important que la hausse des importations (+ 16 milliards de F CFP à prix constant). La demande extérieure nette contribue ainsi globalement pour 4,2 points à la croissance.

Fig. 2. Les contributeurs à la croissance en volume (en point)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Premier contributeur à la croissance économique, le rebond des exportations de biens et de services (+ 71,2 % en valeur et + 51,3 % en volume) s'explique essentiellement par le retour des touristes (218 000 touristes en 2022 pour une recette estimée à plus de 70 milliards) qui dynamise la croissance des branches transports et hôtellerie-restauration) et par la bonne tenue, en volume, des exportations de produits locaux qui ont bondi en valeur. Seuls les volumes de perles exportés ont diminué (mais progressé en valeur) par rapport à des volumes élevés et des prix très bas en 2021.

Table 2. Évolution par produit des exportations de biens et de services à prix constant

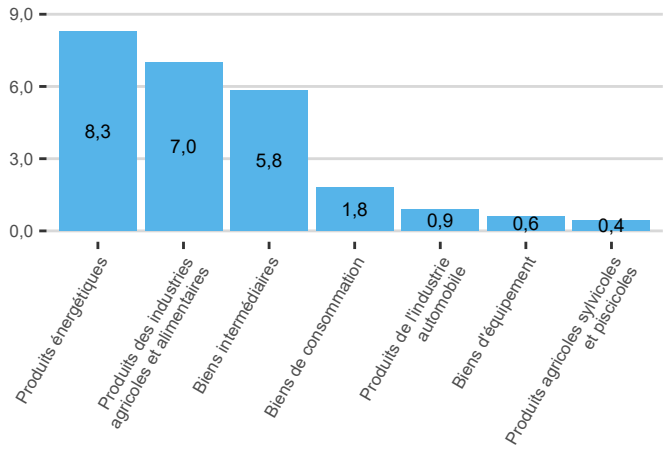
Unité : milliards de F.CFP	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
Perles	5,9	5,3	9,9	4,1	42%
Pêches	2,0	0,8	1,4	1,2	85%
Autres biens	19,0	14,7	16,8	16,5	98%
Sous-total exportation de biens	**26,9**	**20,8**	**28,2**	**21,9**	**78%**
Services de transport	45,8	20,9	22,1	20,6	93%
Services hôteliers et de restauration	42,0	16,6	17,9	15,6	87%
Autres services	14,3	10,2	10,9	11,1	102%
Sous-total exportation de services	**102,1**	**47,8**	**50,9**	**47,2**	**93%**
Total exportation biens et services	**129,0**	**68,5**	**79,1**	**69,1**	**87%**

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

En 2022, la forte inflation qui s'est portée sur les produits importés (+ 19 % sur les importations polynésiennes) conjuguée à la hausse de la demande totale en biens (+ 12 % en valeur et + 5 % en volume), explique le niveau record en valeur d'importations de biens et de services de la Polynésie française (300 milliards en 2022 contre 238 milliards de F CFP en 2021). Les importations progressent fortement en valeur (+ 26 %) et en volume (+ 7 %), avec la reprise des importations de biens (+ 25 % en valeur et + 4 % en volume), conjuguée à celle de services (+ 30 % en valeur et + 20 % en volume), liée à la reprise des déplacements vers l'extérieur de la Polynésie française par les résidents (68 000 voyages), mais aussi à la hausse des arrivées aériennes touristiques opérées par des compagnies non-résidentes (United, French Bee, Air France, etc.).

Dans le détail, la hausse en valeur des importations de biens intermédiaires (y compris les produits pétroliers) explique la moitié de la hausse des importations de biens. Celle de biens de consommation et de produits de l'industrie agro-alimentaire en explique un tiers. Parmi les produits intermédiaires, plus des deux tiers de la hausse s'expliquent par les importations de produits énergétiques, dont les prix progressent de 70 % sur un an, et les volumes sont en hausse.

Fig. 3. Contribution des importations par produit à l'évolution des importations en valeur de biens (en point)



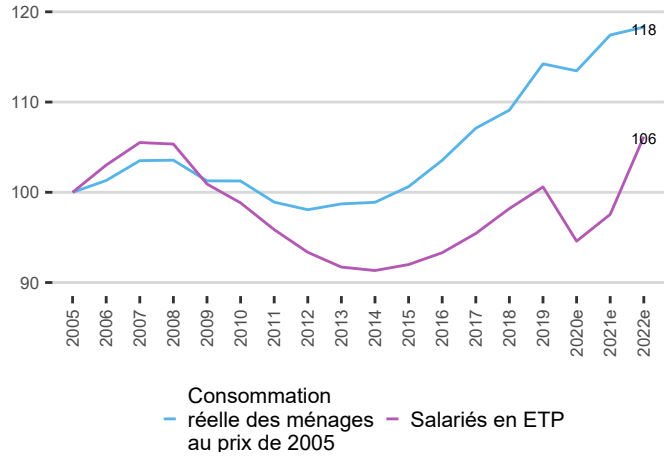
Source : Comptes économiques rapides - ISPF

La consommation des ménages progresse alors que le pouvoir d'achat se contracte

Élément majeur de la demande en Polynésie française (470 milliards de F CFP en valeur), la consommation des ménages progresse de 0,7 % en volume et contribue pour 0,5 point à la croissance. Alors qu'elle connaissait une croissance continue depuis 2013, la consommation des ménages s'était contractée de près de 1 % en volume en 2020, pour rebondir de plus de 3 % en 2021.

Dépendante de l'évolution de ses principaux déterminants (démographie, revenu disponible, niveau d'inflation et ses anticipations, taux de chômage, taux d'intérêt réel, etc.), la progression de la consommation des ménages reste freinée par la hausse des prix mais résiste avec la hausse importante du revenu disponible des ménages (+ 5 %), portée par un marché du travail très dynamique.

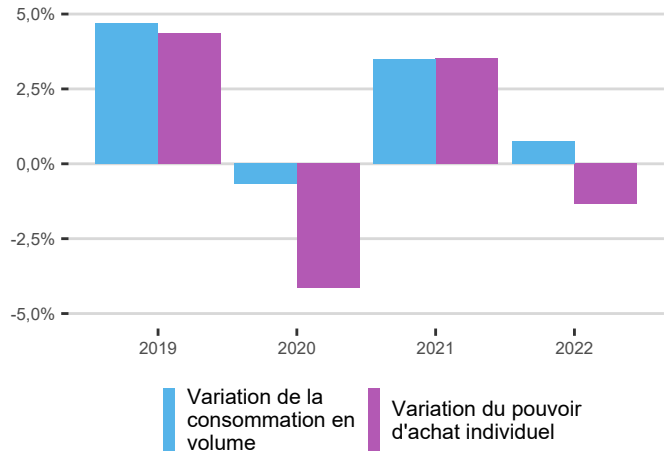
Fig. 4. Évolution de la consommation des ménages et du nombre de salariés en équivalent temps plein (ETP)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF (Indice Base 100 - 2005)

Cette hausse du revenu des ménages (+ 5 %) intervient dans un contexte fortement inflationniste (+ 6,3 % en moyenne annuelle, contre + 0,5 % en 2021) et reste toutefois insuffisante pour conserver le pouvoir d'achat total des ménages qui se contracte en moyenne de 1,5 % en 2022.

Fig. 5. Évolution du pouvoir d'achat moyen des ménages



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Cette baisse du pouvoir d'achat reste limitée par l'accélération des revenus d'activité (+ 7 % de masse salariale), dopée par le rebond du marché du travail en volume (+ 8 % de salariés en ETP), alors que le coût du travail a été plus contenu (+ 1,2 % pour le salaire horaire moyen).

Le revenu disponible brut moyen s'élève à 1 895 000 de F CFP par habitant en 2022, soit deux tiers du niveau mesuré dans l'Hexagone.

Table 3. Comptes de revenu des ménages

Unité : milliards de F.CFP	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
Excédent brut d'exploitation	100	104	98	109	107	-2,21%
Salaires	276	282	271	280	300	7,19%
Autres revenus	61	70	66	68	72	6,26%
Prestations sociales	66	67	68	68	73	6,67%
Impôts	24	25	24	24	26	6,32%
Revenu disponible	480	498	480	501	526	4,99%

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

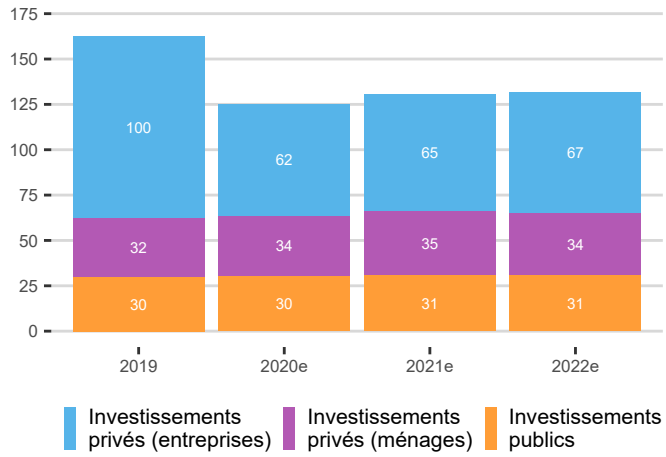
Les investissements sont soutenus, mais les dynamiques restent fragiles

En 2022, l'investissement croît de 7 % en valeur et de 0,7 % en volume pour contribuer pour 0,2 point à la croissance totale.

L'investissement dans la construction se contracte en volume. Si le chiffre d'affaires du secteur progresse de 4 %, porté par les activités de génie civil (+ 20 %), c'est avant tout la hausse des prix (+ 11 % en moyenne annuelle) qui explique la hausse du résultat. C'est la contraction de l'investissement des ménages en volume (- 3 %) qui contraint la croissance. Les fortes hausses de prix des matériaux de construction et celles du foncier en Polynésie française, conjuguées à la baisse relative du pouvoir d'achat, peuvent expliquer une partie de ce recul en volume. Même si les taux d'intérêt ne baissent plus, les ménages ne sont confrontés qu'en fin d'année à la montée des taux moyens des crédits immobiliers et des crédits à la consommation.

Essentiellement orientés vers les biens d'équipement, les investissements des entreprises sont restés soutenus, comme en témoigne la hausse en valeur de 7 % des importations en biens d'équipement et leur stabilité en volume.

Fig. 6. Évolution de l'investissement par secteur et à prix constant (en milliards de F CFP au prix de 2019)



Source : Comptes économiques rapides - ISPF, Direction des Douanes

Télécharger les données

Toutes les données et données complémentaires

Méthodologie

Les premiers résultats issus des comptes rapides

Les comptes économiques rapides en Polynésie française sont produits depuis 2014 par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD et l'IEOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données sera collectée. L'évolution du PIB réel (en volume) élimine de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le dernier TES (tableau des entrées-sorties) des comptes définitifs publiés de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

Le revenu brut des entreprises individuelles

En comptabilité nationale, le revenu brut des entreprises individuelles (RBEI) est une composante du revenu des ménages; il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il est analogue aux revenus salariaux que reçoivent les salariés des entreprises non-individuelles. Le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise, et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant que chef d'entreprise.

Les publications du CEROM - Polynésie française

- *L'indicateur de confiance des ménages diminue légèrement au Fenua au premier trimestre 2023* (mai 2023)
- *La confiance des ménages sur la conjoncture économique se dégrade* (octobre 2022)
- *Les comptes économiques rapides de la Polynésie française en 2021* (juillet 2022)
- *Des ménages réservés sur la situation économique* (mars 2022)
- *La situation économique des ménages à l'heure du deuxième confinement général* (octobre 2021)
- *Les comptes économiques rapides de la Polynésie française en 2020* (septembre 2021)
- *Où en sont les ménages après un an de crise Covid-19 ?* (avril 2021)
- *Bilan macro-économique 2008-2018 "Une crise économique profonde et un modèle à renouveler"* (novembre 2020)
- *Tourisme et demande intérieure porte la croissance* (août 2020)
- *Enquête : Les entreprises face à la crise en mai et juin 2020* (août 2020)
- *Le CEROM de Polynésie française a interrogé les entreprises polynésiennes pour connaître leur sentiment quant au Covid-19 et ses implications sur le mois d'avril et à plus long terme* (juin 2020)
- *Risques conjoncturels pour l'économie polynésienne* (avril 2020)

Pour en savoir plus : `https://www.cerom-outremer.fr/polynesie-francaise/publications/`

Editeur	Institut de la statistique de Polynésie française
Collection	Points Référence
Numéro	1373
Auteur de la publication	Julien VUCHER-VISIN
Rédactrice en chef	Nadine RESNAY
Directrice de la publication	Nadine JOURDAN
Dépot légal	Juillet 2023
Informations	Immeuble Uupa - 1er étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
Téléphone	+689 40 47 34 34
Courriel	ispf@ispf.pf
Copyright	© ISPF, Papeete 2023 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISSN	1247-7370